

AIDE AU DEVELOPPEMENT ET GOUVERNANCE

Kamila Bouaziz¹

Depuis des siècles les questions de développement et de croissance préoccupent les gouvernements et les Etats des pays aussi bien développés qu'en développement. Toute politique économique envisagée par les pouvoirs publics recherche les moyens lui permettant de multiplier les investissements pour limiter le chômage et assurer la croissance économique. Le financement de l'investissement peut se faire par l'épargne nationale si celle-ci est suffisante pour sa réalisation. Dans le cas contraire, où l'épargne est insuffisante, les gouvernements recherchent d'autres moyens de financements qui pourraient être soit internes par un endettement auprès des nationaux, soit externes par un endettement international auprès des organismes internationaux ou d'autres pays ou mixtes, c'est-à-dire, internes et externes.

Le financement externe est réalisé pour les pays développés par l'endettement et celui des pays en développement par l'endettement et l'aide internationale. Notre travail va se limiter, d'une part, au financement par l'aide internationale, en étudiant son efficacité aussi bien pour les pays donateurs que les pays receveurs et d'autre part, à la gouvernance par l'aide internationale au développement.

La gouvernance est définie comme la manière par laquelle le pouvoir s'exerce dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays dans le cadre de son développement. La gouvernance englobe l'ensemble des dispositions qui sous-tendent l'activité économique, financière et sociale, de telle sorte que la bonne gouvernance est synonyme d'une gestion pour le développement saine. L'expérience de la Banque mondiale montre que les programmes et les projets qu'elle aide à financer peuvent être techniquement sains mais ne pas aboutir aux résultats escomptés en raison de la qualité de l'action du gouvernement.

La bonne gouvernance est cruciale pour obtenir une croissance soutenue et rapide des pays en développement. Or, une dépendance trop forte de ces pays vis-à-vis de l'aide internationale induit un affaiblissement des institutions et favorise la corruption. Des analyses montrent que plus l'aide est élevée, plus la qualité de la gouvernance est faible.

¹ K. Bouaziz : Maître de conférences à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis et membre de l'Unité de Recherche sur l'Entreprise et la Production (UREP).

C'est dans ce cadre que nous essayerons dans cette recherche d'étudier théoriquement et empiriquement la relation entre la gouvernance, c'est-à-dire, les règles et les institutions qui régissent l'activité économique, et l'aide au développement permettant le financement de l'investissement et le développement durable. Nous pensons qu'une bonne gouvernance peut jouer un rôle déterminant dans la gestion et la répartition de l'aide internationale, que reçoit un pays d'une manière saine, en atténuant les fluctuations inutiles dans le financement de ses investissements assurant une croissance et un développement durable du pays en question.

I. Comment l'aide peut-elle influencer la gouvernance

La littérature récente montre que les flux de capitaux étrangers provenant de l'aide étrangère sont considérés comme une « aubaine » favorable aux changements des termes du commerce international dus à l'abondance des ressources naturelles qui semblaient fournir des opportunités pour la croissance économique et le développement indisponible aux autres pays. Cependant, le phénomène « Dutch disease » suggère que les exportations des ressources naturelles ont neutralisé les effets de la croissance économique par l'affaiblissement des secteurs agriculture et industrie. Sachs et Warner avaient trouvé, en 1995, que les pays à niveau élevé d'exportation de produits primaires ont tendance à avoir des taux de revenus faibles.

Pour Knack et Keefer (1995) et Mauro (1995), cette aubaine pourrait réduire la croissance par d'autres canaux politiques entièrement indépendants des effets de la « dutch disease ». Aussi, elle pourrait détériorer la qualité des institutions gouvernementales, les déterminants des niveaux d'investissement et la croissance des revenus. Ces effets pourraient être nommé « Zairean disease », en tenant compte de la nation où selon Dollar et Pritchett (1998) « l'aide étrangère distribuée à grande échelle n'a pas laissé de trace de progrès. Elle a été source d'incompétence, de corruption et de réformer les politiques. »

La bonne gouvernance, dans sa forme institutionnelle qui établie un prévisible, un impartial et de manière cohérente, met en vigueur un ensemble de règles pour les investisseurs, est cruciale pour soutenir une croissance rapide du revenu des pays pauvres. De plus, l'impact de la bonne gouvernance apparaît progressive avec le plus mauvais effet neutralisant la distribution de revenus entre les Etats. Ainsi, la question relative à l'impact de l'aide étrangère sur la qualité de la gouvernance est potentiellement d'une grande importance sur la pauvreté.

La théorie concernant l'impact de l'aide étrangère sur la qualité de la gouvernance est ambigu. Plusieurs raisons laissent entendre que l'aide étrangère pourrait être associée à l'amélioration de la gouvernance. Dans ce cadre, Reisen et Soto (2001) affirment que la qualité de la

gouvernance affecte la capacité des pays à bénéficier des flux de l'aide étrangère. Wei (2000) suggère que l'amélioration de la gouvernance domestique mesurée par la réduction du taux d'imposition afin de promouvoir l'investissement domestique et étranger sous forme d'IDE. Par exemple, une augmentation de la corruption est équivalente à une augmentation du taux d'imposition en terme de son effet négatif sur l'IDE. De ce fait, une mauvaise qualité de la gouvernance tend à réduire la qualité de ce dernier en réduisant le transfert technologique en provenance des firmes multinationales, comme il a été démontré en Europe Centrale et de l'Est par Smarzynska et Wei (2000). De même, la crédibilité du gouvernement est un déterminant de la bonne gouvernance et permet d'accroître l'aide étrangère permettant l'investissement dans les pays d'accueil selon Gelos et Wei (2002).

L'aide étrangère pourrait n'être attribuée qu'à certains pays pour améliorer la formation de la population active, accroître les salaires du secteur public, augmenter les taxes gouvernementales et diminuer les distributions des pots de vin et la corruption des fonctionnaires (Van Rijckeghem et Weder, 1997).

L'aide étrangère prend souvent la forme de programmes intentionnels pour renforcer et consolider le système étatique, légal, financier, managérial, juridique, fiscal... et tous les aspects relatifs à la bonne gouvernance. Ainsi, les institutions des nations pourront se transformer et s'améliorer.

Selon Knack (1999), si l'aide étrangère est équitablement répartie alors les revenus provenant de cette dernière peuvent améliorer la gouvernance en facilitant les réformes gouvernementales et en augmentant le pouvoir d'achat de la population. En effet, si l'aide est bien allouée elle pourrait être utilisée, une fois des réformes correctement établies, pour ajuster les coûts, réduire et anéantir la corruption pour améliorer la situation de la population la plus lésée et la plus démunie.

La bonne gouvernance peut être aussi reliée, selon Francis (2003), à la qualité des politiques macro-économiques et à la volatilité des flux d'aide étrangère. Face aux « arrêts brusques » ou aux « retournements brutes » des flux d'aide, les PED malgré le fait qu'ils ne sont pas des receveurs purement passifs ils ne peuvent pas influencer leur nature.

La gouvernance est selon Smouts (1997) comme une conditionnalité de l'aide. La bonne gouvernance implique un Etat de droit, une bonne administration, de la transparence et la responsabilité des dirigeants politiques devant leur population. C'est pour cette raison que la bonne affectation de l'aide étrangère permet le développement du pays receveur par des politiques et des réformes institutionnelles efficaces qui seraient source d'attraction d'autres formes de capitaux étrangers. Cependant, les capitaux étrangers pourraient avoir des effets

contraires au développement et entraîner une instabilité politique et des crises financières. Pour les politiciens l'aide est source d'instabilité, de retard de développement, d'étayage de la démocratie et de l'autorité de la loi. Par exemple, selon Maren (1997), la politique d'aide sous forme de nourriture a été source de guerre civile en Somalie durant la décennie 80.

Aussi, l'aide étrangère sert, selon Feyzioglu, Swaroop et Zhu (1998), à réduire les taxes et les impôts, à affaiblir la bureaucratie et à accroître la corruption qui représente une rente pour les fonctionnaires des pays bénéficiaires.

L'aide étrangère finançait tous les types d'investissements manufacturiers et essentiellement ceux en textile, cuir, chaussures, mécaniques... sans étudier leur utilité pour le développement et la croissance de l'économie du pays bénéficiaire² et ne considérant que le développement des exportations. Les exemples sont multiples³. En Tanzanie, pendant les décennies 70 et 80, l'aide a permis largement au gouvernement tanzanien d'accorder des subventions à ses entreprises, ce qui a augmenté les opportunités de corruption des fonctionnaires du secteur public.

Plusieurs études économétriques utilisant des données en coupes transversales ont montré que l'aide étrangère est essentiellement source de corruption dans les pays où les ethnies sont diverses.

Dans ce qui suit nous allons étudier empiriquement la relation entre l'aide étrangère et la qualité de la gouvernance.

II. Aide étrangère et qualité de la gouvernance

La qualité de la gouvernance est mesurée par des indices subjectifs appelés « International Country Risk Guide» (ICRG), un service commercial fournissant les informations relatives aux politiques à risques des investisseurs étrangers et des prêteurs. Ces indices informationnels sont utilisés antérieurement par Knack et Keefer en 1995 pour expliquer les performances économiques. L'indice de qualité de la gouvernance est mesuré par l'ICRG codifié sur une échelle de 0 à 18 réparties en trois catégories chacune sur une échelle de 0 à 6. Ces catégories sont : la corruption des fonctionnaires, la qualité bureaucratique et l'autorité de la loi. Les critères de codification et de mesures utilisés par l'ICRG sont présentés en annexe I.

² Dollar and Pritchett (1998), Opt cit, P. 74.

³ Voir les cas du Nigéria, de la Guinée, du Mexique... pour lesquels plusieurs modèles économétriques ont montré que l'aide étrangère est source de corruption.

L'explication de la corruption et de la qualité de la bureaucratie est évidente. L'autorité de la loi indique la capacité administrative du gouvernement à faire valoir et respecter la loi. Deux alternatives de mesures sont utilisées dans ce travail et sont relatives à l'intensité de l'aide ou la dépendance de cette dernière à partir de l'« official development assistance » (ODA) et du pourcentage du PNB et du pourcentage du PIB ou des dépenses gouvernementales (GDP⁴). La période considérée est de 22 ans allant de 1982 à 2003. Les données utilisées proviennent des CD-Rom « Indicateurs de développement dans le monde » WDI et de la base des données sur les indicateurs de la gouvernance GRICS de la Banque Mondiale. Les données sur l'aide étrangère proviennent de l'OCDE. Elles portent sur 100 pays hétérogènes⁵.

Deux alternatives sont utilisées par les mesures de l'intensité et de la dépendance de l'aide. Ce sont l'« Official Development Assistance » (OAD) comme un pourcentage du PNB et comme un pourcentage des GDP. Plusieurs analyses relatives à l'impact de l'aide utilisent l'aide comme un pourcentage du PNB⁶ ou des dépenses gouvernementales⁷. Les moyennes par pays

des rapports : $\frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ et $\frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$ sur la période de 1982 à 2003 sont corrélées à 0.64. Les résultats

des tests présentés ci-dessous utilisent les mêmes mesures. Les données⁸ statistiques relatives à l' $\frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ sont disponibles pour un grand nombre de pays et il y a quelques écarts dans les séries temporelles des pays à données disponibles qui ont deux valeurs.

ODA inclut des concessions et des prêts avec plus de 25% de concessions. Burnside et Dollar⁹ utilisent un nouveau Modem construit par Chang et all (1999) qui inclut seulement le composant de concession des prêts. Chang et all (1999) mesurent l'« Effective Development Assistance » (EDA) faisant plusieurs ajustements qui reflètent, principalement et plus exactement, les coûts réels subis par les donateurs d'aide et qui ne font pas partie des préoccupations de cette analyse. Nous retenons, en particulier, que des concessions attachées à l'assistance technique ont été exclues de l'EDA, et ceci, à cause des « qui pro quo » dus à la nature de chaque aide. Cependant, l'assistance technique a pu avoir des effets importants sur la capacité administrative des pays recevant l'aide.

⁴ GDP = Gross National Product.

⁵ Voir annexe II.

⁶ P. Boone (1996) : « Politics and the Effectiveness of Foreign Aid » European Economic Review, 40, 289-329.

⁷ C. Burnside et D. Dollar (1997) : « Aid, Policies, and Growth », World Bank, Working Paper 1777.

⁸ Les agrégats sont à prix constants, année de base 1982 pour la plus grande partie de l'échantillon.

⁹ C. Burnside et D. Dollar (1998) : « Aid, the intensive regime, and poverty reduction », World Bank, Working Paper 1937.

Bien que les résultats rapportés ci-dessous soient basés sur des données d'ODA plutôt que d'EDA, tous les résultats sont robustes à l'utilisation d'EDA et ceci comme part de revenu national ramenée à une moyenne au cours de la période 1982-2003, EDA et ODA ont un taux de corrélation de .96.

III. Evidence empirique

Si l'aide au développement érode la qualité de la gouvernance, alors les pays recevant plus d'aide devraient avoir, relativement aux autres pays, des indices d'ICRG en baisse. En conséquence, la variable dépendante analysée à la fin de la période, c'est-à-dire en 2003, prend la valeur initiale minimale de l'ICRG. Elle est celle de 1982 pour la plupart des pays et celle de 1984 pour la plupart des autres.

Le tableau 1 retrace un résumé des statistiques descriptives de l'ICRG, des variables aide, population, mortalité, PNB, GDP et les groupes ethniques. Les deux dernières rangées retracent les statistiques sans et avec la Guinée-Bissau. Ce pays est omis de tous les rapports

$\frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$ présentés par la suite. Il faut noter que $\frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$ peut souvent excéder 100%, car toute l'aide ne constitue pas l'ensemble du budget de l'Etat.

Les corrélations affichées donnent la relation entre l'aide et les variations de l'ICRG par le contrôle des causes déterminantes et des changements de la qualité institutionnelle. Ces causes déterminantes incluent la valeur initiale de l'ICRG et des variations, réalisées au cours de la période (1982-2003), du PIB et de la population qui sont exprimés comme une fraction de leurs valeurs initiales.

L'inclusion de l'ICRG initial saisit les effets de la régression par rapport à la moyenne et tient compte des possibilités limitées des pays dont la notation est élevée afin d'améliorer leur score. S'il y a des économies d'échelle en établissant des administrations efficaces, des augmentations de population pourraient, alors, être associées aux améliorations de l'index de l'ICRG et si, d'autre part, les grands pays sont "ingouvernable" ce rapport pourrait être négatif. L'augmentation du revenu par habitant pourrait améliorer la qualité de la gouvernance en augmentant les recettes fiscales et ceci dans le cas où les fonds réservés au gouvernement représentent une contrainte obligatoire. Des niveaux plus élevés de revenu ont pu également refléter un plus grand nombre d'établissements publics en augmentant en volume et en taille les transactions et en développant les avantages associés à leurs mécanismes d'adjudication et d'application. Si la qualité institutionnelle est impliquée par une partie des observations de la

performance économique et de l'ICRG alors le contrôle des variations de revenu par tête peut avoir l'effet d'éliminer les variations des faux scores. Si les pays en développement ont une qualité institutionnelle importante et reçoivent peu d'aide, alors les variations de leur revenu par tête sont en baisse et impliquent une fausse relation négative entre l'aide au développement et la qualité de la gouvernance. Les tests sont établis à partir des données relatives au PIB et à la population sont la source du WDI de 2005.

La qualité de la gouvernance peut être influencée par plusieurs autres facteurs¹⁰ tel que par exemple les coutumes, les habitudes, les traditions religieuses, juridiques ou l'héritage colonial. L'inconvénient est dû au fait que la variable dépendante utilisée dans la variation de l'indice ICRG le long de la période (1982-2003) ne dépend pas des facteurs qui sont invariables sur la période. Cette supposition était empiriquement confirmée par les variables tel que les pourcentages des musulmans et des catholiques formant les colonies britanniques, les variables culturelles et historiques qui sont liées dans les estimations en « coupe transversale » recherchant la bonne gouvernance. Mais, les régressions rapportées dans les annexes montrent que les tests sont non significatifs et n'affectent pas les coefficients d'aide. En revanche, il est peu probable que la qualité de la gouvernance se serait entièrement ajustée sur l'aide à partir de l'échantillon considéré dès le début de la période en question. L'aide est en grande partie un phénomène d'après-guerre, et est relativement non persistante, pour les pays donateurs qui sont devenus par la suite destinataires.

Les résultats empiriques sont donnés par le tableau 2 à partir des équations 1 et 2 qui examinent les effets des relations entre l'aide et le PNB et entre l'aide et les dépenses gouvernementales et ceci respectivement par rapport à la qualité de la gouvernance. Une très forte régression est trouvée. Toute chose égale par ailleurs, un pays avec une valeur initiale de l'ICRG égale à l'unité et qui est plus grande que celle d'un autre pays aura un ralentissement d'environ trois quart de point. Les variations de la population n'ont aucun effet significatif. L'équation 1 montre que les augmentations du PIB par tête sont associées aux améliorations de l'indice ICRG et plus l'échantillon est grand, plus leur effet est significatif. L'indice de qualité de gouvernance croît d'un cinquième de point à chaque augmentation de 10% du revenu.

Les coefficients d'aide sont négatifs et fortement significatifs. Si la variation de l'écart type de l'aide est associé à 25% de variation de l'écart type de la variable dépendante, alors l'effet de variation de l'écart type du revenu par tête sera supérieur. Le coefficient d'aide dans

¹⁰ R. La Porta et al, (1999), « The Quality of Government », *Journal of Law, Economics, and Organization*, 5(1), 222-79.

l'équation 1 montre qu'un accroissement de 15% de la part de l'aide dans le PNB réduit l'indice de l'ICRG d'un point. Le coefficient d'aide étudié dans l'équation 2 indique qu'un impact semblable au précédent apparaît quand une part de la dépense gouvernementale augmente de 35%. De telles augmentations d'aide sont tout à fait conformes à l'échantillon des valeurs d'aide accordées et observées. L'aide explique une partie substantielle de la variation de la variable dépendante. Omettre l'aide de l'équation 1 ramène R^2 de 0.55 à 0.45 et omettre la variation du revenu par tête ramène R^2 de 0.55 à 0.50.

A partir de ces résultats une procédure d'évaluation d'estimation s'impose. En effet, les résultats des régressions médianes et robustes réduisent l'influence des annexes. L'évaluation robuste des régressions produit des coefficients de régression et des erreurs types de -0.058 (0.021) pour $l' \frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ et -0.027 (0.009) pour $l' \frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$. Les évaluations correspondantes de la

régression médiane sont de -0.049 (0.022) pour $l' \frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ et -0.024 (0.011) pour $l' \frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$. Si les

variables de l'indice ICRG sont regardées en tant que seulement des mesures ordinales et non pas des mesures cardinales, alors l'ordre donnerait la meilleure méthode d'évaluation. Cependant, les résultats sont semblables à ceux trouvés par la MCO du fait qu'il y a 16 valeurs différentes pour les changements des indices de l'ICRG observés dans l'échantillon.

Les coefficients et les erreurs types pour $l' \frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ et $l' \frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$ sont, respectivement, de -0.052

(0.018) et -0.024 (0.009). Les coefficients d'aide dans les équations 1 et 2 peuvent être endogènes. Si les donateurs dirigent l'aide vers des pays éprouvant des détériorations de la qualité de la gouvernance, les estimations par la MCO exagéreront l'impact défavorable de l'aide sur la gouvernance. Pour améliorer la qualité de la gouvernance et pour que les pays ne gaspillent pas l'aide qu'ils reçoivent, il est peut être plausible que les pays donateurs de celle-ci récompensent ceux qui ont amélioré la qualité institutionnelle de leurs administrations et l'ont mieux alloué en faisant une distribution plus équitable du revenu par tête. Ce dernier argument suggère que les évaluations des équations 1 et 2 minimisent réellement le véritable impact défavorable de l'aide sur la gouvernance. Les équations 3 et 4 abordent ces questions relatives à l'endogénéité par l'évaluation des moindres carrés à deux étapes.

Les instruments exogènes de l'aide au développement sont presque identiques à ceux employés par Burnside et Dollar (1997). La mortalité infantile et le PIB initial par tête, sont de bons indicateurs. La population initiale, une zone franche factice et un simulacre de l'Amérique Centrale sont des mesures d'intérêt des donateurs. De ces instruments, la mortalité

infantile est facilement le prédicateur le plus important de l'aide. Ces instruments prévoient non seulement, très bien, l'aide, mais sont également valides. Les « p values » pour des essais d'excédent identifiant des restrictions dans les équations 3 et 4 sont, respectivement, de 0.52 et 0.81¹¹. Les coefficients pour chaque mesure d'aide demeurent négatifs et statistiquement et par la moindre carrée semi ordinaire (2SLS) significatifs, comme le montre les équations 3 et 4. L'impact des estimations de l'aide par les équations 1 et 2 est rudement double. Ces résultats sont conformes à la vue que, le contrôle pour le besoin réceptif des changements qui sont mesurés par les variations des revenus par tête. Les donateurs dirigent l'aide vers des pays recherchant l'amélioration plutôt que la qualité institutionnelle qui, au fur et à mesure se détériore. Ces évaluations impliquent que l'impact de l'aide sur la qualité de la gouvernance a, potentiellement, des conséquences graves pour la croissance économique. L'estimation par la méthode des 2SLS montre que l'aide par rapport au PNB s'accroît de 20% (ou l'aide par rapport aux dépenses gouvernementales s'accroît de 50 points) et l'indice ICRG est réduit d'environ 3 points. Ainsi, et selon Barro, l'aide peut influencer la croissance par des canaux autres que ceux de la gouvernance et la croissance qui en découle serait positive. Le tableau 3 reprend les régressions du tableau 2 en substituant les trois variables dépendantes et composants l'indice ICRG. Les corrélations de ces trois variables dépendantes s'étendent de 0.52 à 0.68. Elles ne sont pas aussi élevées que celles mettant en relation l'aide et la gouvernance qui, à son tour, ne pourrait pas changer à travers ces trois indicateurs de gouvernance. Les résultats trouvés dans le tableau 3 enregistrent quelques différences par rapport au tableau 2. Dans le cadre de cette recherche, ces différences sont notables qualité bureaucratique, mais sont indépendantes des changements de la règle de la loi ou de la corruption dans le gouvernement. Le revenu par tête améliore la qualité de la bureaucratie et la règle de la loi, mais, il n'agit pas sur la corruption. De même, des niveaux d'aide sont sensiblement liés à seulement les deux dernières composantes de l'indice ICRG mais pas à la corruption. La dernière ligne du tableau 3 présente les coefficients 2SLS et les erreurs types pour la variable d'aide, utilisant le même ensemble d'instruments que dans le tableau 2. Ces tests examinent les différences dans chacun des trois indices, y compris la corruption, ils sont tous, sensiblement et inversement, liés aux niveaux d'aide. Pour dépasser les résultats obtenus par le tableau 2 qui sont robustes aux changements raisonnables de l'échantillon, nous présentons le tableau 4.

¹¹ Burnside et Dollar, (1997), opt-cit.

Pour la comparaison, la première ligne du tableau 4 reproduit les coefficients d'aide et les erreurs types des équations 1 et 2 du tableau 2. Les lignes suivantes du tableau 4 interprètent les résultats correspondants de l'aide pour différents échantillons alternatifs. Les résultats de la ligne 2 du tableau 4 indiquent que les coefficients d'aide croissent marginalement en valeur absolue.

La ligne 3 supprime de l'échantillon de base les pays à population initiale inférieure à un million et ceci pour s'assurer que les résultats ne sont pas conduits par un nombre restreint de pays relativement sans importance, tel que le Gabon, Malte, la Guyane et la Guinée Bissau.

Ce dernier pays n'a pas de données relatives à l' $\frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$ testés au tableau 1. Les coefficients d'aide croissent légèrement en valeur absolue.

La ligne 4 du tableau 4 supprime de l'échantillon de base les pays qui ont un revenu par tête inférieur à 4000\$. Ces pays sont le Gabon, Israël, Malte, Oman et Trinidad. Les coefficients demeurent statistiquement significatifs dans chacune des quatre régressions. La ligne 5 ne considère pas les pays à revenu inférieur à 2000\$, ce qui n'a pas d'effet sur les résultats. La ligne 6 donne les résultats des régressions relatives aux pays qui reçoivent de hauts niveaux d'aide. La ligne 7 ne prend pas en compte les pays qui étaient socialistes, à économie fermée et planifiée, tel que l'Albanie, la Bulgarie, la Chine, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et le Vietnam. Car ces pays n'ont commencé à recevoir de l'aide étrangère qu'à partir de 1990. La ligne 8 du tableau 4 teste seulement les données de l'Afrique Subsaharienne. Ces considérations facilitent les analyses mais laissent tomber approximativement le cinquième des informations. Cependant, et même avec la réduction de la dimension de l'échantillon, le coefficient de l' $\frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ reste statistiquement significatif. Ce résultat est intéressant pour deux

les deux raisons suivantes :

- 1/ il démontre que l'impact négatif que pourrait induire l'aide étrangère n'est pas simplement la variation du produit intercontinental. Les variations de l'aide accordée à l'Afrique n'influence pas la qualité de la gouvernance,
- 2/ l'Afrique forme à elle seule grand continent et reçoit beaucoup plus d'aide étrangère que les autres continents.

Le changement final non présenté dans le tableau 4, inclut la Guinée Bissau dans les régressions utilisant l' $\frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$, qui est une importante variable pour ce pays. Les coefficients

d' $\frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$ et les erreurs types sont en déclin mais les autres sont statistiquement significatifs.

La dernière ligne du tableau 4 examine l'impact de l'assistance technique qui constitue un peu plus d'un cinquième de toute l'aide dans l'échantillon. Les coefficients relatifs à l'assistance technique sont plusieurs fois plus grands que ceux pour une identification en général. L'aide accordée exclusivement pour l'assistance technique est significativement associée au déclin du score attribué à la qualité de la gouvernance.

L'aide a, peut être, quelques effets positifs sur la qualité de la gouvernance qui sont capturés par les variables de commande. Supposons que l'aide augmente le revenu par tête ce qui améliore, alternativement, la qualité institutionnelle. Le contrôle des variations de revenu par tête a pu alors polariser les coefficients d'aide. Cependant, d'autres études montrent qu'il n'existe pas de corrélation entre l'aide étrangère et les améliorations du revenu¹².

D'ailleurs, l'omission de la variation du revenu par tête montre que la variable de commande ne change pas, sensiblement, les coefficients et surtout ceux relatifs à l'aide étrangère.

La dépendance de l'aide étrangère est mesurée ci-dessus par des valeurs moyennes de pays au cours de la période 1982-2003. Si l'aide accordée à un pays est fortement variable, la dépendance pourrait diminuer dans le sens que le pays ne peut pas compter dessus et la considérer comme une ressource stable tout au long de la période pour établir ses prévisions. Cette confiance réduite a pu diminuer l'impact nocif de l'aide étrangère sur la qualité de la gouvernance. Dans certains modèles, l'espérance de l'aide augmente la corruption. D'autre part, la variabilité élevée de l'aide dans un pays peut indiquer que les donateurs ont à plus court terme, l'emphase orientée par projet qui perturbe les établissements existants, les remplaçants et les nouveaux pays qui reçoivent cette aide placent des extrémités.

L'évidence sur la variabilité de l'aide suggère qu'elle gâche plutôt qu'elle ne renforce les effets des niveaux d'aide. Le tableau 5 ajoute le coefficient de variation de l'aide, avec les

spécifications du rapport $\frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$. L'équation 1 prouve que, la maîtrise des niveaux moyens de

l'aide implique qu'à une plus grande variabilité de cette aide est associée le surpasement de

¹² Burnside et Dollar, (1997), opt-cit.

solides totaux de la qualité de la gouvernance. Une élévation de l'écart type du CV¹³ est liée à une augmentation de l'écart type d'un tiers de la variable dépendante.

L'équation 2 montre que les limites d'interaction sont égales au produit des déviations du rapport $\frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ et au CV de leur échantillon moyen. Cette interaction permet un test direct de

l'hypothèse, par rapport à l'équation 1, prouvant que l'impact des niveaux d'aide sur la qualité de la gouvernance dépend de la variabilité de l'aide. Le coefficient d'interaction est positif et significatif, indiquant que les niveaux d'aide sont moins nocifs à la qualité de la gouvernance quand l'aide est plus variable. La taille du coefficient d'interaction indique que les effets négatifs des niveaux d'aide disparaissent quand le CV a une estimation aux alentours de 0.78, qui est la plus élevée pour toutes les valeurs sauf pour 15 valeurs de l'échantillon.

Un haut CV n'indique pas nécessairement que l'aide change de manière imprévisible ; il pourrait être le produit d'un fort et régulier trend pour affermir l'évolution ascendante ou à la baisse, dans le temps, du niveau de l'aide. Quand l' $\frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ régresse pour l'ensemble des 100 pays, un trend significatif est trouvé dans 63 cas avec 45 positifs et 18 négatifs. Quand des variables muettes, pour ces deux ensembles de pays, sont ajoutés à la régression, ni l'un ni l'autre coefficient factice ne sont significatifs. La pente du CV et son écart-type changent très peu de leurs valeurs dans l'équation 1, la pente passe à (2.656) et l'écart-type à (0.607). La variabilité de l'aide est importante, mais ne tend pas vers « la variabilité prévisible ». Les limites de l'interaction construites par l' $\frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ et les variables de tendance ne sont pas également significatives. Trois relations de tendance peuvent être étudiées avec l'aide.

1/ Aide et conditions initiales : Brautigam et Botchwey (1998) argumentent le fait auquel le prolongement de l'aide mine les établissements publics « dépend de la qualité préexistante de la gouvernance ». Dans cette vue, l'aide mine la capacité institutionnelle seulement quand elle est, pour commencer, relativement faible. L'association entre les niveaux élevés de l'aide et les déclins de l'indice ICRG devrait être plus faible, plus la valeur de l'indice initial de l'ICRG est élevée. Cette hypothèse est évaluée dans les équations 3 et 4 du tableau 5, en utilisant un terme d'interaction égal au produit de la déviation de l' $\frac{\text{Aide}}{\text{PNB}}$ ou de l' $\frac{\text{Aide}}{\text{GDP}}$ et de la valeur initiale de l'indice ICRG sur l'ensemble de l'échantillon.

¹³ CV = variables de contrôle.

2/ Aide et division ethnique : un niveau d'aide élevé est souvent associé à une forte corruption, mais, seulement quand le degré de concurrence parmi les groupes sociaux est suffisamment fort, pour être mesuré par un indice de « fractionalization ethnolinguistique » (ELF¹⁴). L'indicateur de corruption de l'ICRG est utilisé ici comme ayant la relation la plus faible avec parmi les trois éléments composants l'ICRG. Cet indicateur utilise, plutôt, les niveaux que les changements de corruption comme variable dépendante.

Dans ce cas, les tests en coupe transversales ne fournissent aucun appui aux hypothèses relatives au fait que les divisions ethniques aggravent l'impact destructif de l'aide sur la qualité de la gouvernance. La mesure d'appartenance ethnique utilisée établit les pourcentages d'une population des pays appartenant au plus grand groupe. Les groupes sont définis par la race à laquelle ils appartiennent, la langue utilisée ou la religion pratiquée selon la constitution juridique du pays, qui sont la source la plus importante des clivages.

Dans les équations 5 et 6 du tableau 5, l'indice et les interactions d'homogénéité avec l'aide sont ajoutés comme des régressions. Les coefficients d'interaction sont sensiblement négatifs dans les deux régressions indiquant que l'impact corrosif de l'aide sur la qualité de la gouvernance empire avec une plus grande homogénéité ethnique. L'impact estimé de l'aide chute à 0 quand l'indice d'homogénéité est égal à 27 (ou 43) et il est négatif quand l'indice d'homogénéité est le plus élevé.

3/ Aide et abondance des ressources : Plusieurs arguments sur l'impact potentiel de l'aide sur la gouvernance s'appliquent aux bénéfices inattendus à partir d'autres sources, comme par exemple, l'abondance de ressources naturelles ou l'aide étrangère.

Un indice « d'efficacité bureaucratique » des affaires internationales a été employé au début des années 80 et n'a permis de trouver, selon Mauro¹⁵ (1995) et Sachs et Warner¹⁶ (1995), aucun rapport entre les exportations primaires des produits comme part du PIB et de la qualité de la gouvernance. Des exportations plus élevées de carburant et de minerais comme part du PIB, dans les décennies 70 et 80, sont associées à de plus mauvaises estimations sur l'échelle de corruption de l'indice ICRG.

Dans le cadre de cette analyse nous remarquons que des niveaux plus élevés des exportations de ressources naturelles sont associés à la baisse de la qualité de la gouvernance, Mais, selon

¹⁴ ELF = Ethno-Linguistic Fractionalization.

¹⁵ Mauro (1995), Opt-cit.

¹⁶ Sachs et Warner (1995), Opt-cit.

les mêmes auteurs, le rapport n'est pas statistiquement significatif. La variable ressources naturelles est, dans cette étude, considérée comme la somme des exportations de carburant et de minerais par rapport au PIB qui est ramené à une moyenne au cours de la période 1982-2003.

Ces dernières lignes montrent que la qualité de la gouvernance se détériore en passant des pays à revenu plus élevés que ceux qui ont des revenus très faible, notamment, pour les pays de l'Afrique Subsaharienne qui ont connu ces dernières années des problèmes d'endettement, de guerre civile, des coups d'Etat amplifiant les problèmes de violence, de corruption et d'instabilité politique et par là affectant de façon très répondeur leur croissance économique.

IV. Recommandations de politique économique

Les études sur l'impact de l'aide sur la croissance économique, la mortalité infantile et la qualité de la gouvernance, surtout dans les pays les plus pauvres, débouchent sur des recommandations de politique économique qui concernent le besoin d'une supervision internationale pour combler les lacunes institutionnelles et administratives. Les résultats présentés ici indiquent que la taille de l'espace institutionnel elle-même augmente avec les niveaux d'aide étrangère.

Des implications de politique doivent être exprimées à titre d'essai, en attendant la recherche additionnelle. Plusieurs analyses qui désagrègent l'aide par des sources multilatérales ou bilatérales peuvent fournir plus de perspicacité dans les mécanismes par lesquels l'aide semble miner la qualité de la gouvernance. De telles données permettraient également des tests de l'hypothèse telle qu'une quantité donnée d'aide est plus destructive quand il y a une prolifération des donateurs. En conclusion, l'approche des cas étudiés devrait examiner de manière approfondie l'expérience récente des pays recevant un haut niveau d'aide qui détériore (améliore) la qualité institutionnelle. C'est le cas de la Burkina Faso, la Guinée Bissau et la Somalie qui ont vu leur qualité institutionnelle se détériorer et dans le cas de Taiwan et Botswana la qualité institutionnelle s'est améliorée.

Les résultats de cette analyse suggèrent plusieurs approches possibles de politique économique. Premièrement, une importante part de l'aide peut être consacrée aux améliorations de la qualité de la gouvernance, par exemple, sous forme de programmes pour établir des bureaucraties et des systèmes forts et indépendants. Cette approche a été préconisée par le rapport de Meltz au congrès des ETATS-UNIS sur la réforme du FMI, de la Banque mondiale et d'autres institutions internationales, qui préconise une plus grande

sélectivité par des donateurs, orientant l'aide aux pays qui prend des mesures spécifiques pour réduire la corruption, améliorer la responsabilité fiscale, et mettre en application le recrutement et la promotion des agents de la fonction publique.

Les nations recevant l'aide doivent entreprendre ces réformes, l'aide devrait plus souvent être sous forme d'appui budgétaire direct ou sous forme de réduction de créance. Si les donateurs ne conçoivent pas et ne mettent pas en application des projets, ou ne fournissent pas l'aide et l'assistance technique qui lui est liée. Le gouvernement réceptif doit faire face à de plus grandes opportunités pour rétablir la capacité administrative et pour être en pourparlers avec la société civile au-dessus de la disposition de service, s'il n'y a pas d'excédent de revenus.

Les donateurs devraient également essayer d'identifier des méthodes de dépolitiser la distribution et l'allocation des fonds provenant de l'aide étrangère.

En conclusion, les donateurs peuvent consacrer de plus grands efforts pour renforcer liens entre la société civile et le gouvernement. Les récents accents sont mis sur la participation du citoyen et sur "le capital social" ainsi que les façons dont l'aide est attribuée par la Banque mondiale et d'autres institutions internationales. L'aide sous forme de prêts accordés à des micro entreprises peut améliorer la responsabilité du gouvernement dans le moyen ou le long terme, en établissant un secteur privé et augmentant de ce fait la demande locale pour assurer une bonne gouvernance. L'aide qui vise directement la mise en train de petites entreprises est également moins fongible et plus difficile pour les gouvernements qui les exproprient. Rendre l'aide aux gouvernements conditionnelle pour améliorer les procédures, établir et actionner de nouvelles entreprises a pu renforcer de telles politiques.

Tableau 1**Analyses Statistiques en Coupe Transversale**

Variable	N	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
Variation de l'ICRG	100	+2.47	3.38	-6	+10
ICRG initial	100	7.03	3.30	0	15
Variation Pop / Pop initiale	100	0.33	0.15	-0.06	0.78
Variation du GDP /initial GDP	100	0.09	0.37	-0.76	1.57
GDP initial	100	1312	1436	80	7881
Mortalité infantile, 1980	100	85.6	46.1	15.1	190.2
% des groupes ethniques	100	64.5	25.3	17	100
Aide/PNB moyen	100	8.7	12.4	0.05	69.1
Aide/moyenne des GDP	83	26.3	30.5	0.001	141.8
Aide/GDP Guinée Bissau	84	106.5	666.6	0.001	5557.5

Tableau 2**Méthodes d'estimation et résultats**

Equation	1	2	3	4
Méthode	MCO		2SLS	
Variable Aide	Aide/PNB	Aide/GDP	Aide/PNB	Aide/GDP
Constante	8.475 (0.984)	8.535 (1.051)	9.178 (1.116)	9.044 (1.133)
Indice ICRG initial	-0.770 (0.083)	-0.740 (0.087)	-0.766 (0.092)	-0.749 (0.093)
Variation population / population initiale	-0.640 (1.837)	0.027 (1.933)	-0.484 (2.040)	1.056 (2.089)
Variation GDP / GDP initial	2.027 (0.748)	1.231 (0.801)	1.757 (0.835)	0.635 (0.879)
Aide	-0.067 (0.021)	-0.027 (0.010)	-0.154 (0.037)	-0.054 (0.014)
N	100	83	100	83
Moyenne de la variable dépendante	+2.45	+2.75	+2.45	+2.75
R ² Ajusté	0.55	0.54	0.52	0.53
Ecart type estimé	2.29	2.2	2.54	2.33

Tableau 3

Aide et Composantes de l'Indice ICRG

Equation	1	2	3	4	5	6
Variable dépendante	Bureaucratie		Règle de loi		Corruption	
Variable Aide	PNB	GDP	PNB	GDP	PNB	GDP
Constante	2.028 (0.342)	2.074 (0.368)	3.730 (0.439)	3.688 (0.475)	2.655 (0.359)	2.750 (0.376)
Valeurs de l'indice initial des composantes	-0.723 (0.086)	-0.705 (0.093)	-0.839 (0.096)	-0.806 (0.103)	-0.710 (0.086)	-0.687 (0.088)
Variation de la population/population init	0.950 (0.678)	1.532 (0.707)	-0.761 (0.865)	-0.585 (0.941)	-0.902 (0.721)	-1.034 (0.757)
Variation GDP / GDP initial	0.736 (0.280)	0.410 (0.298)	0.892 (0.337)	0.670 (0.369)	0.335 (0.301)	0.073 (0.327)
Aide	-0.023 (0.008)	-0.014 (0.004)	-0.035 (0.010)	-0.008 (0.004)	-0.010 (0.008)	-0.004 (0.004)
N	100	83	100	83	100	83
Moyenne variable dépen	+0.63	+0.71	+1.34	+1.49	+0.49	+0.56
R ² Ajusté	0.50	0.53	0.53	0.51	0.47	0.47
Estimation des écarts type	0.85	0.82	1.05	1.03	0.91	0.89
Estimation de l'aide par la méthode 2SLS	-0.057 (0.019)	-0.023 (0.007)	-0.068 (0.017)	-0.020 (0.007)	-0.029 (0.014)	-0.012 (0.006)

Tableau 4**Tests de Robustesse de l'Echantillon**

Ligne	Variable Aide	Aide / PNB		Aide / GDP	
	Echantillon	MCO	2SLS	MCO	2SLS
1	Base 100, 83	-0.067 (0.021)	-0.154 (0.045)	-0.027 (0.010)	-0.054 (0.014)
2	Extention de l'échant 110, 90	-0.079 (0.020)	-0.177 (0.036)	-0.029 (0.009)	-0.058 (0.014)
3	Pop > 1 million 90, 77	-0.077 (0.025)	-0.190 (0.047)	-0.039 (0.011)	-0.061 (0.015)
4	GDP < 4000 \$: 90, 75	-0.063 (0.021)	-0.140 (0.036)	-0.026 (0.010)	-0.050 (0.014)
5	GDP < 2000 \$: 80, 65	-0.064 (0.021)	-0.146 (0.036)	-0.023 (0.010)	-0.047 (0.014)
6	Aide/PNB > 5: 40 Aide/GDP > 15: 33	-0.060 (0.030)	-0.168 (0.063)	-0.024 (0.015)	-0.062 (0.023)
7	Non Socialistes 90, 77	-0.057 (0.020)	-0.129 (0.034)	-0.021 (0.009)	-0.044 (0.013)
8	Afrique : 31, 24	-0.074 (0.030)	-0.126 (0.057)	-0.017 (0.016)	-0.035 (0.022)
9	Assistance Technique	-0.346 (0.089)	-0.699 (0.159)	-0.119 (0.044)	-0.226 (0.059)

Tableau 5

Variation de l'aide, Conditions initiales et Homogénéité Ethnique

Equation	1	2	3	4	5	6
Variable Aide	PNB			GDP	PNB	GDP
Constante	6.097 (1.041)	6.451 (1.032)	8.445 (1.000)	8.675 (1.064)	5.823 (1.345)	4.910 (1.379)
Valeur initiale de l'indice ICRG	-0.821 (0.076)	-0.808 (0.074)	-0.771 (0.084)	-0.739 (0.088)	-0.762 (0.078)	-0.777 (0.080)
Variation de la population/ population initiale	2.516 (1.806)	2.019 (1.782)	-0.574 (1.878)	-0.173 (1.948)	1.393 (1.856)	2.944 (1.854)
Variation GDP / GDP initial	2.970 (0.707)	2.922 (0.692)	2.028 (0.752)	1.303 (0.806)	1.341 (0.737)	0.804 (0.716)
Aide moyenne	-0.049 (0.019)	-0.031 (0.021)	-0.065 (0.023)	-0.028 (0.010)	-0.076 (0.022)	-0.029 (0.009)
Coefficient de variation de l'Aide	2.569 (0.593)	3.326 (0.685)				
(Aide moyenne) (CV de l'Aide)		0.145 (0.070)				
(Aide) (ICRG initial)			-0.002 (0.008)	0.003 (0.003)		
% dans un large groupe ethnique					0.029 (0.011)	0.041 (0.011)
(Aide) (% dans un large groupe ethnique)					-0.0020 (0.0009)	-0.0012 (0.0004)
N	100	100	100	83	100	83
Moyenne varia dépendante	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45
R ² Ajusté	0.63	0.65	0.54	0.54	0.60	0.64
Estimation de l'écart type	2.05		2.30	2.20	2.15	1.94

BIBLIOGRAPHIE

- Boone (1996) : « Politics and the Effectiveness of Foreign Aid » *European Economic Review*, 40.
- Brautigam et Botchwey (1998) : « The institutional Impact of Aid Dependence on Recipients in Africa », American University School of International Service.
- C. Burnside et D. Dollar (1997) : « Aid, Policies, and Growth », World Bank, Working Paper 1777.
- C. Burnside et D. Dollar (1998) : « Aid, the intensive regime, and poverty reduction », World Bank, Working Paper 1937.
- D. Dollar et L. Pritchett (1998), *Assessing Aid : What Works, What Doesn't, and Why*, New York, Oxford University Press.
- M. Francis (2003), *Governance and Financial Fragility : Evidence from a Cross-Section of Countries*, Bank of Canada, Working Paper 2003-34.
- T. Feyzioglu, V. Swaroop et M. Zhu (1998), "A Panel Data Analysis of Fungibility of Foreign Aid" *World Bank Economic Review*, 12 (1), 29-58.
- G. Gelos et S. J. Wei (2000), *Transparency and International Investor Behaviour*, NBER, Working Paper 9260.
- S. Knack (1999), "Is good governance progressive?" Unpublished manuscript.
- S. Knack and P. Keefer (1995), "Institutions and Economic Performance : Cross-Country Tests Using Alternative Institutional Measures", *Economics and Politics*, 7(3).
- R. La Porta et al, (1999), « The Quality of Government », *Journal of Law, Economics, and Organization*, 5(1).
- M. Maren (1997), *The Road to Hell : the Ravaging Effects of Foreign Aid and International Charity*. New York, the Free Press.
- P. Mauro (1995), "Corruption and Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 110, 681-712.
- H. Reisen et M. Soto (2001), *Boom Bust Cycles and the Balance Sheet Effects*, NBER, Working Paper 8060.
- J. Sachs et A. Warner (1995), « Natural Resource Abundance and Economic Growth », NBER Working Paper 5398.
- B. Smarzynska et S. J. Wei (2000), *Corruption and Composition of Foreign Direct Investment : Firm-Level Evidence*, NBER, Working Paper 7969.
- M. C. Smouts (1997), *Les nouvelles relations internationales : pratiques et théories*. Paris. Presses des Sciences Politiques.
- Van Rijckeghem, Caroline et Béatrice Weder (1997), « Corruption and the rate of temptation », FMI Working Paper, 97-73.
- S. J. Wei (2000), *Local Corruption and Global Capital Flows*, Brookings Papers on Economic Activity, Vol 2.